



SÉRIE  
**Notre correspondante a échangé avec « le Serpent », le tueur de la série Netflix** P. 22 & 23



GYMNASTIQUE  
**Des entraîneurs reconnaissent des pratiques abusives pour atteindre le top niveau** P 3

## LES RACINES ÉLÉMENTAIRES DU NAVIGATEUR JEAN LE CAM

WEEK-END



A LIÈGE,  
DANS  
LE BASTION  
DES  
INSURGÉS  
DE L'HORECA

LÉNA  
SOIR  
SPÉCIAL  
DESIGN  
DEMANDEZ-LE À VOTRE LIBRAIRIE

# LE SOIR



ÉDITO

BÉATRICE DELVAUX ÉDITORIALISTE EN CHEF

### La guerre des chefs, ce luxe impayable

Que reste-t-il, dix jours plus tard, du « sofagate » ? Cette guerre des chefs, exposée cruellement au grand jour, est désastreuse pour l'image de l'Union européenne, et pas qu'aux yeux d'Erdogan. Au cours des dix derniers jours, elle a en effet donné le sentiment aux citoyens européens que les patrons de l'UE perdaient une partie de leur énergie et de leur temps à s'observer, à se disputer et à tracer les frontières entre leurs deux fonctions. Exagéré ? Il faudra le prouver car vu du canapé, désormais, et en particulier dans le chef du président du Conseil, Charles Michel, *perception is reality*. L'histoire de la rivalité des duos au sommet est aussi vieille que celle du pouvoir, mais lorsqu'elle se concrétise, ses effets sont fatalmente négatifs pour les projets dont ce tandem a la charge – car ils sont handicapés par l'affaiblissement de la force de frappe commune –, mais aussi pour les équipes otages de cet affrontement, souvent forcées de justifier leur loyauté et de défendre un camp. Quelle tristesse, en fait, d'avoir vu se déchirer deux personnalités au plus haut niveau européen dont on peut craindre que le « sofagate » ne fasse qu'accentuer la méfiance et une forme de détestation réciproque. Et cela alors que Charles Michel et Ursula von der Leyen sont confrontés d'une part à une hécatombe et une détresse humaine et sanitaire sans commune mesure depuis la Seconde Guerre mondiale sur le territoire européen, tout en ayant d'autre part entre leurs mains de rares possibilités budgétaires et politiques de marquer leur « règne » commun en faisant de l'Union un moteur de la lutte

contre le climat, mais aussi de la relance. Pour rappel, c'est ce 30 avril que les pays membres doivent remettre à la Commission leurs dossiers de relance et de résilience au service d'une opération économique commune sans précédent.

Peu importent les compétences de l'un ou de l'autre aux yeux du grand public, qui a déjà tant de mal à comprendre les méandres d'institutions auxquelles le « sofagate » a ajouté, avec son focus sur le « protocole », une dimension totalement martienne par les temps qui courent.

Le duo a le devoir de se reprendre et de réunir ses forces, ses équipes, ses intelligences et ses énergies. Il a tant de choses à prouver et surtout à réaliser, à résoudre et à gérer. D'abord et avant tout en faisant tout pour que la pandémie soit combattue sans relâche, pour accélérer la vaccination : ils sont mandatés pour assister les citoyens européens dans la traversée de ce cauchemar et les faire arriver enfin à bon port.

Cette exhortation paraîtra peut-être simpliste aux yeux des habitués du Berlaymont ou du Juste Lipse. Pas vu du dehors.

MOTS CROISÉS 17  
SUDOKU 17  
MÉTÉO 17  
LOTERIE 17  
BON À DÉCOUPER 17  
LIVRES 24 À 27  
TÉLÉVISION 28-29  
MARCHÉS 30  
NÉCROLOGIE 31  
MON ARGENT 8 W-E  
PETITE GAZETTE 8 W-E

# Transferts nord-sud : Bruxelles n'est plus sous perfusion

La capitale, comme la Flandre, contribue à la solidarité nationale. La Wallonie, à la traîne et sans signe d'amélioration, en bénéfice.

La dernière actualisation, par l'administration flamande, du modèle mis en place par Willem Sas et André Decoster, experts belges en matière de transferts nord-sud, évalue à 6,9 milliards le montant que la Flandre « distribue ». Un montant en légère hausse ces dernières années. Et, surprise, Bruxelles « envoie » elle aussi de l'argent vers la Wallonie : 1,1 milliard en 2020, 1,2 en 2022 (contre 440 millions en 2015).

Plus frappants encore, les chiffres par habitant : chaque Flamand

« contribue » à hauteur de 1.043 euros à la solidarité fédérale, 910 pour les Bruxellois, les Wallons « recevant » 2.198 euros. « On est donc très loin de l'image du Bruxellois mendiant », insiste Willem Sas. Bien au contraire... Si l'on prend en compte d'autres données pour le calcul des transferts (le débat existe entre experts), « Bruxelles est, au pire, neutre : elle contribue autant qu'elle ne bénéficie ».

Qu'est-ce qui explique l'évolution de Bruxelles ? Plusieurs facteurs, analysent les experts. « La population de

la capitale est plus jeune, il y a donc moins de malades et de retraités ; le revenu moyen par habitant y est plus faible, ce qui influence aussi à la baisse le poids des pensions. A l'inverse, le taux de chômage y est élevé, mais les prélevements de l'impôt des sociétés aussi (18 % du total belge). » La Flandre, de son côté, encaisse le coût du vieillissement mais bénéficie de sa relative prospérité, synonyme d'impôts et de cotisations sociales plus élevées. Plus problématique est le sort de la Wallonie, à la traîne, sans signe d'amélioration. P. 2 & 3

« J'ai du m'acheter un deuxième réveil »

Pierre, 37 ans, client satisfait

C'est ce qui arrive quand on dort dans un vrai lit.



PRENEZ RENDEZ-VOUS !

info@aubonrepos.be  
T: +32(0)2 511 43 98

au bon  
repos

Le prix,  
c'est nous.

Regardez vite en p. 5

colruyt meilleurs prix

